



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

TGV

Question au Gouvernement n° 1959

Texte de la question

LIGNE À GRANDE VITESSE

M. le président. La parole est à M. Noël Mamère, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Noël Mamère. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État chargé des transports et porte sur un projet de train de ligne à grande vitesse intitulé " Sud-Europe-Atlantique ", projet proposé par Réseau ferré de France et un certain nombre d'élus, qui veulent le faire passer en force. Ce projet est, aujourd'hui, repoussé de Bordeaux jusqu'à Hendaye. Une ministre, Mme Alliot-Marie, s'y oppose d'ailleurs, au motif que ce projet pharaonique coûtera près de 17 milliards d'euros, alors même qu'il s'avère, à l'heure actuelle, nécessaire et prioritaire, pour répondre aux engagements du Grenelle de l'environnement, de transporter les camions sur les trains. Aucune alternative n'a été sérieusement étudiée, alors même que nous savons que l'amélioration des lignes existantes coûterait d'abord beaucoup moins cher, permettrait de mettre nettement plus vite les camions sur les trains et de faire sans doute de l'intermodalité du transport entre le train et les bateaux, puisque nous bénéficions d'une belle façade atlantique. De plus, monsieur le secrétaire d'État, vous ne l'ignorez pas, aujourd'hui, quand on part, par exemple, de Bayonne pour se rendre en train à Dax ou à Orthez, on se demande si l'on va arriver et à quelle heure. En effet, ces lignes ne sont aujourd'hui pas entretenues et la priorité des priorités est de désenclaver ceux qui ont été relégués loin des villes parce qu'ils n'avaient pas la possibilité d'acquiescer ou de louer en centre ville, du fait de l'absence de mixité sociale. Ces 17 milliards d'euros que vous voulez imposer pour des projets pharaoniques seraient effectivement mieux venus et mieux investis dans l'amélioration des lignes existantes.

Que comptez-vous faire pour que se tienne un vrai débat public pour que tous ceux - et pas simplement les élus et les citoyens concernés par ces aménagements - puissent enfin dire leur mot et qu'au lieu de déménager le territoire, on l'aménage ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports.

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État chargé des transports*. Monsieur Mamère, le Parlement a adopté à la quasi-unanimité, dans le Grenelle de l'environnement, un certain nombre de projets. Tout d'abord, le projet Tours-Bordeaux - représentant près de 8 milliards d'euros d'investissements - va être lancé en 2011 pour s'achever en 2016. Il est essentiel pour l'aménagement de notre pays, comme le sont les projets vers les Pays de la Loire, la Bretagne et l'Alsace, entre autres.

Quand la ville de Bordeaux sera atteinte en 2016, un tronçon commun descendra ensuite légèrement à l'est de Bordeaux avec deux voies. L'une joindra Toulouse - dont je vous rappelle que l'aéroport de Matabiau, qui compte trente-sept vols chaque jour vers Paris, est aujourd'hui enclavé dans l'agglomération. Toulouse sera ainsi à trois heures de Paris, comme le souhaitent tous les habitants de Midi-Pyrénées. Un projet prévoit la jonction de Poitiers à Limoges, auquel vous êtes très attaché, monsieur Claeyss, ainsi que d'autres élus du Limousin et de Poitou-Charentes. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)* Au sud de Bordeaux, un projet vers l'Espagne est très demandé par nos amis Espagnols ; nous avons d'ailleurs reçu, ce matin, avec Pierre Lellouche, le ministre espagnol des transports.

Nous sommes naturellement bien conscients que le passage par le Pays Basque, donc entre la montagne, les paysages, la mer et les villes, est difficile. Le Premier ministre a donc désigné Mme Marie-Line Meaux, inspecteur général du ministère de l'équipement - qui est la femme de M. Martinon, pour celles et ceux qui sont

informés - comme médiatrice sur ce sujet.

Nous mettrons en ligne, comme vous le souhaitez, monsieur Mamère, dès 2011, une autoroute ferroviaire atlantique depuis Lille jusqu'à Paris, jusqu'à la frontière espagnole pour transporter des camions sur des routes. Nous ferons également une autoroute maritime entre Gijon et Nantes et entre Bayonne et La Rochelle. Tout cela se fera dans la concertation au service de l'aménagement du territoire. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Noël Mamère](#)

Circonscription : Gironde (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1959

Rubrique : Transports ferroviaires

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 février 2010